

UNE RENCONTRE AVEC  
LOUIS SABOURIN

# LA NÉCESSAIRE INDUSTRIALISATION DU TIERS- MONDE

par RAYMOND LEMIEUX

Photo de Raymond Lemieux



« Les gens qui ont des réponses faciles aux questions de développement sont ceux qui n'en ont jamais vu les aspects. Quand vous êtes devant une sécheresse ou une grave inondation, vous ne réglez pas ça par des grands discours, il faut avant tout se relever les manches. » Louis Sabourin est un pragmatique et il connaît bien le Tiers-Monde pour l'avoir ratissé dans tous les sens. « Vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine de la coopération internationale m'ont donné au moins une chose : le refus des formules toutes faites pour résoudre le problème des pays en développement. »

**É**lu président du Centre de développement de l'OCDE en 1977, Louis Sabourin profite de son mandat jusqu'en 1982 pour mettre sur pied un programme de recherche sur une base coopérative entre des instituts d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des pays de l'OCDE dans les domaines de l'alimentation, du commerce, des matières premières, de la science et de la technologie. « J'en suis venu à croire que l'industrialisation est une condition importante pour le développement des pays du Sud. » Ceci implique nécessairement d'importants transferts technologiques et scientifiques. Il en est convaincu.

## UNE VARIABLE DÉTERMINANTE

« Le plus grave problème pour les pays du Tiers-Monde c'est de ne pas savoir comment susciter, par eux-mêmes, les transferts technologiques et scientifiques que l'industrialisation exige. Il y a tout d'abord un frein interne qui est le manque de ressources financières et humaines pour acquérir les connaissances que cela implique. Puis, il y a des freins externes : beaucoup de forces ne veulent pas que les pays en voie de développement obtiennent ces connaissances parce qu'ils veulent en garder le privilège. À chaque fois que les pays du Sud ont voulu casser cette dépendance, il y a eu des chocs. »

Si les transferts de technologies se présentent aujourd'hui comme une variable déterminante pour l'avenir des pays en développement, ils ne constituent toutefois pas, pour M. Sabourin, un phénomène récent. « Ils ont seulement pris des visages et des allures différents selon les époques.

« Au fur et à mesure que les échanges humains ont augmenté, raconte-t-il, les hommes ont apporté avec eux non seulement des biens et des équipements, mais aussi des connaissances, des talents, des idées, du savoir et du savoir-faire. Après le troc des matières premières, est apparu le commerce des biens finis et semi-finis. La découverte du papier par T'sai Lun, en l'an 104 de notre ère, et de l'imprimerie par Gutenberg au 15<sup>e</sup> siècle, ont ensuite été des dates charnières dans l'évolution des transferts scientifiques. La révolution industrielle et les progrès considérables dans les moyens de transports et de communication devaient accélérer le processus. Notre entrée dans la société post-industrielle bouleverse encore plus la situation. »

## 700 MILLIONS D'EMPLOIS

Le schéma paraît simple : l'agriculture se mécanise et nécessite à la longue moins de main-d'œuvre. Conséquence directe : il y a moins de travail pour les populations rurales et celles-ci se déplacent vers les villes. « Déjà, en Amérique latine et au Moyen-Orient, la moitié des gens vivent en milieu urbain. Une grande partie de cette population se retrouve sans travail réel. Il faut créer 700 millions d'emplois ! », laisse tomber M. Sabourin.

Le défi est de taille. Seulement huit pour cent de l'industrialisation mondiale se trouve actuellement dans les pays du Sud. De plus, comme 93 p. 100 des droits d'auteurs et de brevets sont contrôlés par les pays industrialisés, ceci réduit les chances du développement que préconise M. Sabourin.

## LA MILITARISATION : UNE PLAIE

« Une des grandes plaies c'est la militarisation de certains régimes dans le Tiers-Monde, explique-t-il. Beaucoup d'argent et de crédits vont à l'achat de technologies militaires et cela n'apporte rien de productif. Puis, je dois insister pour dire que beaucoup de pays se font imposer des technologies inappropriées par le truchement de l'aide au développement. Ça a créé souvent de grands éléphants blancs. De plus, ces technologies étaient parfois trop avancées pour les ressources humaines disponibles dans les pays du Sud.

« En filigrane de toutes ces tables rondes, allocutions, conférences et causeries s'immiscent les problèmes alimentaires. Un autre drame, ajoutet-il, c'est que les populations du Tiers-Monde deviennent de plus en plus dépendantes des importations alimentaires. Historiquement, il y a eu, à l'échelon mondial, des transformations qui ont fait de plusieurs pays en voie de développement des territoires où l'on produisait des matières premières agricoles comme le café et le coton, vouées à être exportées vers les pays industrialisés. Lors de leur indépendance, certains de ces pays sont devenus, malgré eux, imbriqués dans un système de dépendance économique : ils doivent continuer à exporter, car autrement ils n'auront plus de revenus. Ils hésitent donc à transformer ces cultures de troc qui occupent de grands espaces en cultures vivrières. De surcroît, les transferts de technologies agricoles et nombre de programmes d'aide au développement ne favorisent pas l'autosuffisance alimentaire pour ces pays.

« La situation est kafkaïenne et son portrait a quelque chose d'alarmant. J'ai vu la détérioration graduelle de la situation à Lagos au Nigéria, au Caire en Égypte, à Téhéran en Iran, à Djakarta en Indonésie et ça devient de plus en plus préoccupant, témoigne M. Sabourin. À côté de cela, il y a des millions d'enfants qui meurent de faim chaque année. Est-ce que nous, les pays développés dits civilisés, nous pouvons nous permettre, selon l'éthique internationale la plus minimale, de tolérer une telle chose, de jouer les malthusiens? »

## DES NÉGOCIATIONS ATTENDUES

Sans argent, aux prises avec des problèmes urgents de famine et de misère, les pays du Sud sont quelque peu défavorisés dans leur marche vers l'industrialisation comme le souhaite M. Sabourin. Il le reconnaît. Certes, il y a quelques interventions au niveau national, continental et international. Plusieurs pays ont adopté des codes de conduite ou des législations en ce qui concerne les transferts de technologies. Les Nations-Unies ont, par exemple,

émis plusieurs fois des recommandations dont la majeure partie émanait de la célèbre Conférence de Vienne de 1979. Concrètement toutefois, de véritables négociations globales pour le rééquilibre économique du Nord et du Sud se font de plus en plus attendre. « Les États-Unis n'en veulent pas, affirme le professeur. Ils menacent de se retirer de l'UNESCO et prennent des positions très rigides, notamment au Fonds international de développement agricole (FIDA). On doit donc se replier sur des négociations régionales, bilatérales ou multilatérales dont les principales règles du jeu sont définies dans le cadre du Gatt, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'U.R.S.S. ne se comporte pas mieux. »

Face à cela, les pays du Sud peuvent acquérir du poids dans ces négociations à la condition qu'ils s'unissent et se coordonnent. « Or, il est clair, poursuit M. Sabourin, que nous assistons, depuis quelques années, à une diversification des intérêts de Tiers-Monde et à des conflits à l'intérieur du Sud (Iran-Irak) mêlés à des crises économiques graves. »

Si le professeur n'est pas optimiste, il demeure quand même pratique. « Je ne veux pas être cynique. Quand on l'est, on laisse aller les choses. » Le Canada peut-il jouer le rôle de médiateur dans une telle situation? « Je n'aime pas les phrases gradiloquentes comme cela, mais je peux dire sans crainte de me tromper que c'est l'un des pays les plus respectés par les pays en voie de développement dans les instances où se discutent les rapports Nord-Sud.

Actuellement, M. Sabourin se consacre à l'enseignement à l'École nationale d'administration publique au Québec et donne un cours sur les relations Nord-Sud à l'Université de la Sorbonne en France. « Enseigner, est probablement une des plus belles professions quand on aime ça. » Il demeure toutefois très lié aux travaux de plusieurs associations internationales comme l'Association mondiale de prospective sociale (Genève); le Comité culturel international Léopold Sédar Senghor, la Table ronde Nord-Sud et l'École internationale de Bordeaux en France, etc.

À Montréal, il a récemment mis sur pied le GERFI (Groupe d'étude de recherche et de formation internationales) qu'il préside. Quinze ans plus tôt, il avait fondé, à Ottawa, l'Institut de coopération internationale. Pionnier? « C'est peut-être un peu dans mon tempérament, » admet-il timidement. □

*Raymond Lemieux est un journaliste scientifique de Montréal (Québec).*



Photo de Raymond Lemieux